

Objet

Sierre

Construction d'un bâtiment administratif

Soumission de

CFC 291 - Architecte pour direction des travaux (DT)

Type

Type de procédure
Type de marché
Soumis à l'accord OMC

Ouverte (art. 9 de la LcAIMP)
Service (art. 6 de l'AIMP)
Oui

Langue de la procédure

Français

Montant

Montant de la soumission, TVA
comprise

Fr.

Montant après contrôle

Fr.

Informations

Maître de l'Ouvrage

Etat du Valais

Département de la mobilité, du territoire et de l'environnement
Service des bâtiments, monuments et archéologie
Avenue du Midi 18
1950 Sion

Architectes mandatés

Bassi Carella Marelli Architectes SA
Avenue Rosemont 6
1208 Genève

Visite des lieux

Date et lieu

libre

Publication

Date

vendredi, 6 décembre 2019

Rentrée des soumissions

Date
Adresse

vendredi, 17 janvier 2020

Etat du Valais

Département de la mobilité, du territoire et de l'environnement
Service des bâtiments, monuments et archéologie
Avenue du Midi 18
1950 Sion

Remarques

Envoi recommandé

Sur l'enveloppe : indication de l'objet et du CFC + NE PAS OUVRIR

Ouverture publique

Date et heure
Lieu

mardi, 21 janvier 2020 à 14h00

Etat du Valais

Département de la mobilité, du territoire et de l'environnement
Service des bâtiments, monuments et archéologie
Avenue du Midi 18
1950 Sion

Remarque:

Salle de conférence 021 au 2e étage

Délai

Début des prestations
Remise de l'ouvrage
Décompte final

Février 2020
2024
2024

Entreprise

Timbre

Lieu et date

Signature

Remarque

Les entreprises sont rendues attentives à la loi du 08 mai 2003 et à l'ordonnance du 11 juin 2003 sur les marchés publics

modif. oct. 2019

0. TABLE DES MATIERES

1. Exigences sociales

2. Informations

Informations générales

Informations spécifiques au projet

Plans

3. Critères d'aptitudes

4. Critères d'adjudication

5. Offre

Prix de l'offre déposée

Méthodologie / concept

Références liées à l'objet

1. EXIGENCES SOCIALES

Exigences sociales,
économiques et
professionnelles

MARCHES PUBLICS

Formulaire devant obligatoirement accompagner l'appel d'offre !

L'un des 3 formulaires ci-dessous est à retourner, dûment rempli, avec l'offre, de manière à permettre le contrôle du respect des exigences sociales, économiques et professionnelles ¹

Le formulaire A concerne un marché dont la ou les professions considérées relèvent des **listes permanentes** et sur lesquelles l'entreprise ou le bureau d'étude du soumissionnaire est **inscrit-e** (cf. www.vs.ch > Organisation > Administration > Service juridique des affaires économiques > Marchés publics > Listes permanentes).

Le formulaire B concerne un marché dont la ou les professions considérées relèvent des listes permanentes, mais sur lesquelles l'entreprise ou le bureau d'étude du soumissionnaire n'est **pas inscrit-e**. Celui-ci n'oubliera pas de produire en annexe les pièces justificatives requises, sauf à risquer son exclusion de la procédure d'adjudication ²

Le formulaire C concerne un marché dont la ou les professions considérées **ne relèvent pas des listes permanentes** (cf. adresse Internet supra). Le soumissionnaire n'oubliera pas de produire en annexe les **pièces justificatives requises**, sauf à risquer son exclusion de la procédure d'adjudication ²

Ces formulaires sont disponibles sur www.vs.ch > Organisation > Administration > Service juridique des affaires économiques > Marchés publics > Listes permanentes

Tous les soumissionnaires répondent de la véracité des déclarations et de l'exactitude des réponses données aux renseignements et aux questions posées dans les formulaires annexés ainsi que des pièces produites.

Par sa signature le soumissionnaire déclare avoir fourni les renseignements demandés de façon exacte et complète.

Donner de faux renseignements ou des renseignements inexacts, sont des motifs d'exclusion de la procédure d'adjudication ³

Demeurent réservées la procédure de suspension ou de radiation de la liste permanente ⁴ ainsi que les dispositions pénales applicables.

¹art. 11 let. e de l'Accord intercantonal sur les marchés publics du 25 novembre 1994 / 15 mars 2001 (AIMP - RS 726.1); art. 2 al. 1 let. h et i et al. 2, art. 15 de l'ordonnance sur les marchés publics du 11 juin 2003 (OcMP – RS VS 726.100)

²art. 23 al. 1 let. c OcMP

³art. 23 al. 1 let. b OcMP

⁴art. 10 et 11 de l'ordonnance concernant la tenue des listes permanents du 11 juin 2003 (Olp - RS VS 726.101)

**A. Soumissionnaire inscrit
sur la ou les listes
permanentes concernées**

**Le soumissionnaire certifie être, à la date de remise de cette offre, inscrit sur la
liste permanente de la branche professionnelle concernée par le marché
en question, soit (remplir cas échéant un formulaire par branche) :**

Profession : _____
Canton : _____

Le soumissionnaire répond de la véracité et de l'exactitude de ses réponses

Il respecte le droit public fédéral et cantonal (loi sur le travail, etc.)
et les conditions de travail et de salaires contenues dans la convention
collective de travail (CCT) ou le contrat-type de travail (CTT)
de la profession concernée

oui ☐ non ☐

Il est à jour avec le décompte et le paiement des cotisations et charges
sociales en matière de:

> AVS - AI - APG - AC

oui ☐ non ☐

> allocations familiales

oui ☐ non ☐

> assurance accident

oui ☐ non ☐

> prévoyance professionnelle

oui ☐ non ☐

> assurance maladie perte de gain

oui ☐ non ☐

Il atteste s'acquitter régulièrement du paiement des impôts, notamment
de l'impôt à la source

oui ☐ non ☐

Il atteste la solvabilité financière de son entreprise/bureau

oui ☐ non ☐

Il atteste que les organes qui engagent la responsabilité de
l'entreprise/bureau n'ont pas fait l'objet d'une condamnation pénale
pour faute professionnelle grave dans les deux ans précédant la date
du dépôt de l'offre

oui ☐ non ☐

Il certifie que la personne titulaire du diplôme lié à la ou aux branches
concernées, est toujours salariée de l'entreprise (art. 4 Olp) :

oui ☐ non ☐

Titre du titulaire : _____

Nom et prénom : _____

Il a pris connaissance de son obligation de devoir fournir, à la
demande de l'adjudicateur, les pièces justificatives utiles attestant qu'il
satisfait effectivement aux conditions qui précèdent au moment du
dépôt d cette offre (art. 15 al. 3 OcMP)

oui ☐ non ☐

Dans l'éventualité d'une sous-traitance, il s'engage à ce que le ou les
sous-traitants répondent strictement aux exigences posées dans le
présent questionnaire (art. 17 OcMP)

oui ☐ non ☐

Lieu et date : _____

Signature et sceau du responsable de l'entreprise / du bureau :

Signature du titulaire du diplôme :

**B. Soumissionnaire
NON inscrit sur la ou les
listes permanentes
concernées**

**Le soumissionnaire répond de la véracité et de l'exactitude de ses réponses
ainsi que des attestations qu'il a l'obligation de remettre en annexe**

Il respecte et s'engage à respecter les conditions de travail et de salaires
prescrites cas échéant par :

> la convention collective de travail (CCT) ou par le contrat-type de travail
(CTT) de la profession concernée

oui ☐ non ☐

Préciser la CCT ou le CTT :

> le droit public fédéral et cantonal (loi sur le travail, etc.)

oui ☐ non ☐

Le soumissionnaire respecte les charges et prestations sociales
découlant de la convention collective de travail (CCT) ou, à défaut, du
contrat-type de travail (CTT) applicable à la profession concernée ou,
à défaut, du droit public fédéral et cantonal (assurances sociales, etc.)
et les conditions usuelles de la profession

oui ☐ non ☐

Préciser la CCT ou le CTT :

Il s'engage, le cas échéant, à ne mandater que des sous-traitants qui
respectent en tous points les exigences posées ci-avant et ci-après

oui ☐ non ☐

Il dépose les attestations des institutions concernées certifiant qu'il a
décompté et payé intégralement, à la date de remise de son offre et
jusqu'à la dernière date d'échéance, toutes les cotisations sociales
mentionnées ci-après et que celles-ci ne font l'objet d'aucun paiement
différé ni d'aucun arrangement de paiement (attestations valables depuis
moins de 3 mois) :

Pièces n°

> AVS - AI - APG - AC

> allocations familiales

> assurance accident

> prévoyance professionnelle

> assurance maladie perte de gain

Lieu et date :

Signature et sceau du responsable de l'entreprise / du bureau :

**C. Soumissionnaire
représentant une profession
non soumise à une liste
permanente**

**Le soumissionnaire répond de la véracité et de l'exactitude de ses réponses
ainsi que des attestations et documents qu'il a l'obligation de remettre en annexe**

Il dépose les attestations de chaque institution concernée certifiant qu'il a décompté et payé intégralement, à la date de remise de son offre et jusqu'à la dernière date d'échéance, toutes les cotisations sociales mentionnées ci-après et que celles-ci ne font l'objet d'aucun paiement différé ni d'aucun arrangement de paiement (attestations valables depuis moins de 3 mois) :

Pièces n°

> AVS - AI - APG - AC

> assurance accident

> allocations familiales

> prévoyance professionnelle

> assurance maladie perte de gain (cas échéant)

Il s'engage à respecter les dispositions du droit public cantonal et fédéral (loi sur le travail, etc.) ainsi que les conditions usuelles de travail et de salaires

oui ☐ non ☐

Il s'engage, le cas échéant, à ne mandater que des sous-traitants qui respectent en tous points les exigences posées ci-avant

oui ☐ non ☐

Lieu et date:

Signature et sceau du responsable de l'entreprise / du bureau :

**Engagement à
respecter l'égalité
entre hommes et
femmes**

En signant ce document, le candidat-e-s ou les soumissionnaires confirment sur l'honneur respecter les dispositions légales concernant l'égalité entre hommes et femmes, et plus particulièrement l'égalité salariale. Par leur signature, les candidat-e-s ou soumissionnaires s'engagent également à vérifier que leurs sous-traitant-e-s les respectent aussi.

Bases légales

Les bases légales qui fondent cet engagement sont les suivantes :

- L'article 8 al. 3 de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999, qui consacre le principe de l'égalité entre hommes et femmes, en particulier le droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale.

- La Loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (Leg-RS.151.1, www.admin.ch/ch/f/rs/c151_1.html) du 24 mars 1995, qui interdit toute forme de discrimination fondée sur le sexe dans les relations de travail.

- L'article 11, lettre f, de l'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP), du 25 novembre 1994 révisé le 15 mars 2001, qui précise que l'égalité entre les hommes et les femmes est un principe devant être respecté lors de la passation des marchés.

- Les lois et règlements cantonaux sur les marchés publics.

Le respect du principe de l'égalité entre hommes et femmes permet d'éviter les distortions entre les concurrent-e-s. En effet, les candidat-e-s ou soumissionnaires qui respectent les dispositions susmentionnées ne doivent pas être désavantagé-e-s par rapport à celles et ceux qui ne les respectent pas.

Contrôles

Les candidat-e-s, soumissionnaires ou adjudicataires du marché peuvent effectuer un auto-contrôle, dans le but de vérifier le respect de l'égalité salariale, grâce au logiciel LOGIB (téléchargeable sous (<http://www.logib.ch>))

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contrôler ou de faire contrôler la juste application de la LEg. Pour ce faire, elle peut exiger, à tout moment, la preuve du respect de l'égalité entre hommes et femmes, et en particulier de l'égalité salariale. Une instance externe, compétente sur le plan cantonal, peut être désignée pour effectuer ce contrôle.

Les candidat-e-s, soumissionnaires ou adjudicataires du marché sont tenu-e-s de fournir sur demande les données nécessaires aux contrôles, notamment les données salariales sous forme individuelle et anonyme.

En cas de discrimination fondée sur le sexe constatée lors du contrôle, le pouvoir adjudicateur peut exiger des candidat-e-s, soumissionnaires ou adjudicataires du marché de prendre les mesures nécessaires afin de respecter le principe d'égalité entre hommes et femmes. Ils ou elles doivent alors apporter la preuve de leur mise en conformité, dans un délai donné. Le contrôle peut également toucher les sous-traitant-e-s.

Mesures et sanctions

En cas de non-respect des dispositions sur l'égalité entre hommes et femmes, des mesures et sanctions peuvent être prises conformément au droit cantonal (exclusion de la procédure ou exclusion de toute procédure d'appel d'offres pendant une période définie, révocation de l'adjudication, amende administrative).

Lieu et date: _____

Signature et sceau du responsable de l'entreprise / du bureau :

2. INFORMATIONS

INFORMATIONS GENERALES

Adjudicateur	Etat du Valais Département de la mobilité, du territoire et de l'environnement Service des bâtiments, monuments et archéologie Avenue du Midi 18 1950 Sion Responsable du projet : Eddy Jollien
Type de procédure	Marché de prestations de services en procédure ouverte soumis aux dispositions de la loi valaisanne sur les marchés publics (LcMP) du 08.07.2003
Mandataires	Bassi Carella Marelllo Architectes SA Avenue Rosemont 6 1208 Genève
Participation et indemnités	La participation à cette procédure est limitée aux architectes. Le mandat sera attribué, au terme de la présente procédure. Aucune indemnité n'est prévue pour cette phase
Type de marché	Marché de services dans le secteur de la construction
Objet et étendue du marché	Mandat d'architecte spécialisé en direction des travaux (DT) pour la construction du nouveau bâtiment administratif de l'Etat du Valais à Sierre. Selon norme SIA 102 - Règlement concernant les prestations et honoraires des architectes : 3. Projet 4. Appels d'offres 5. Réalisation
Lieu d'exécution	Rue du Quai, 3960 Sierre
Visite des lieux	Se référer à la page de garde
Remise de l'offre	L'offre sera retournée sous pli recommandé, dûment remplie et signée, à l'adresse de l'adjudicateur, avec la mention : "Nouveau bâtiment administratif, Sierre" - CFC 291 - NE PAS OUVRIR
Délai de remise	Se référer à la page de garde
Ouverture publique des offres	Se référer à la page de garde
Offres partielles	Non admises
Variantes	Les variantes seront prises en considération pour autant qu'elles figurent dans des documents séparés de l'appel d'offres et qu'elles comprennent obligatoirement l'ensemble des prestations nécessaires à l'accomplissement de la tâche
Pré-implication	Néant
Questions	Non admises
Validité de l'offre	L'offre est valable 6 mois à compter de la date de son dépôt
Accord OMC	Soumis à l'accord OMC
Recours	Le présent appel d'offres peut faire l'objet d'un recours auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal, Rue Mathieu-Schiner 1, 1950 Sion, dans les 10 jours dès la notification de la décision.

INFORMATIONS SPECIFIQUES AU PROJET

Description du projet	La stratégie de l'Etat du Valais prévoit le regroupement des différents services et fonctions de l'Administration cantonale, actuellement répartis dans plusieurs bâtiments et sur plusieurs sites, dans quatre bâtiments centralisés à Sierre, Sion, Monthey et Viège. La première étape prévoit la réalisation du bâtiment administratif de Sierre sur la parcelle 9423, à la Rue du Quai.		
Historique et architecture	Le projet consiste en une construction d'environ 65'000 m3 (SIA 416 et 116) repartis sur 6 niveaux qui occupent la totalité des 2'718 m2 de la parcelle 9423. Situé entre les voies de chemin de fer et la rampe de liaison de l'esplanade de la gare, ce projet correspond aux besoins du futur bâtiment administratif et s'intègre idéalement dans les stratégies communale et cantonale pour l'urbanisation du centre-ville de Sierre. Il prévoit également le passage d'une passerelle piétonne au travers de l'immeuble.		
Contraintes imposées	La réalisation est soumise aux lois, règlements et directives en vigueur. Mesures parasismiques, énergétiques, protection incendie, accessibilité aux personnes à mobilité réduite, sécurité par rapport aux voies CFF, OPAM. Construction au centre-ville et en contiguité avec des voies de chemin de fer en exploitation (ligne Lausanne-Brig).		
Programme / programme des locaux	Les bâtiments doivent être conçus pour avoir une double circulation, services de l'état et public. 7 services vont se partager les locaux. Sont prévus, à titre indicatif: 1 réception commune au rez et des zones de réception à l'accueil de chaque service 1 cafétéria centralisée pour les utilisateurs de l'immeuble et 10 salles de conférence de dimensions différentes dont 1 salle de 50 places (formations, séminaires, ventes aux enchères, salle de mariages) Blocs sanitaires hommes, femmes et handicapés par étages Locaux d'archivage, photocopies, bibliothèque pour 15 postes de travail, nettoyage, stockage 1 local d'équipement des gendarmes Vestiaires avec wc et douches 108 bureaux à 1 personne 28 bureaux à 2 personnes 4 open spaces pour 3 à 4 collaborateurs 10 salles diverses 6 box individuels 20 places de parking + places handicapés 10 places de parking fermées dans le bâtiment Zone containers et de tris des déchets Eclairage naturel pour toutes les surfaces de travail		
Données techniques	Structure en béton pour le radier, le sous-sol, la dalle sur sous-sol et les noyaux des circulations et techniques. Structure porteuse en bois avec poteaux et sommiers. Structure secondaire avec pré-dalles en béton avec dalle de compression (active). Entre les poteaux de façades, contre-coeurs de remplissage en bois, stores intégrés. Avant-toit pour protection des façades et solaire en bois massif. Tous ces éléments en bois et les pré-dalles seront en éléments préfabriqués. Les locaux techniques seront situés au sous-sol au centre du bâtiment. Le système de chauffage et de rafraichissement pourrait se faire par des pompes à chaleur géothermique couplées à des panneaux solaires photovoltaïques. La ventilation circulerait par le centre du bâtiment avec les pulsions et reprises, éventuellement reprise par un faux plancher en plénum. L'électricité circulerait par les faux planchers.		
	1 niveau de sous-sol	m3	10'700.00
	rez-de-chaussée	m3	9'925.00
	1er étage	m3	8'690.00

2ème étage	m3	9'400.00
3ème étage	m3	9'525.00
4ème étage	m3	10'150.00
Total indicatif SIA 416	m3	58'390.00

Toitures accessibles (terrasse 4e)	m3	250.00
Toitures non accessibles (toit)	m3	1'180.00
Volume passage passerelle	m3	2'480.00
Avant-toits	m3	2'500.00
Total indicatif SIA 116	m3	6'410.00

Total indicatif général	m3	64'800.00
--------------------------------	-----------	------------------

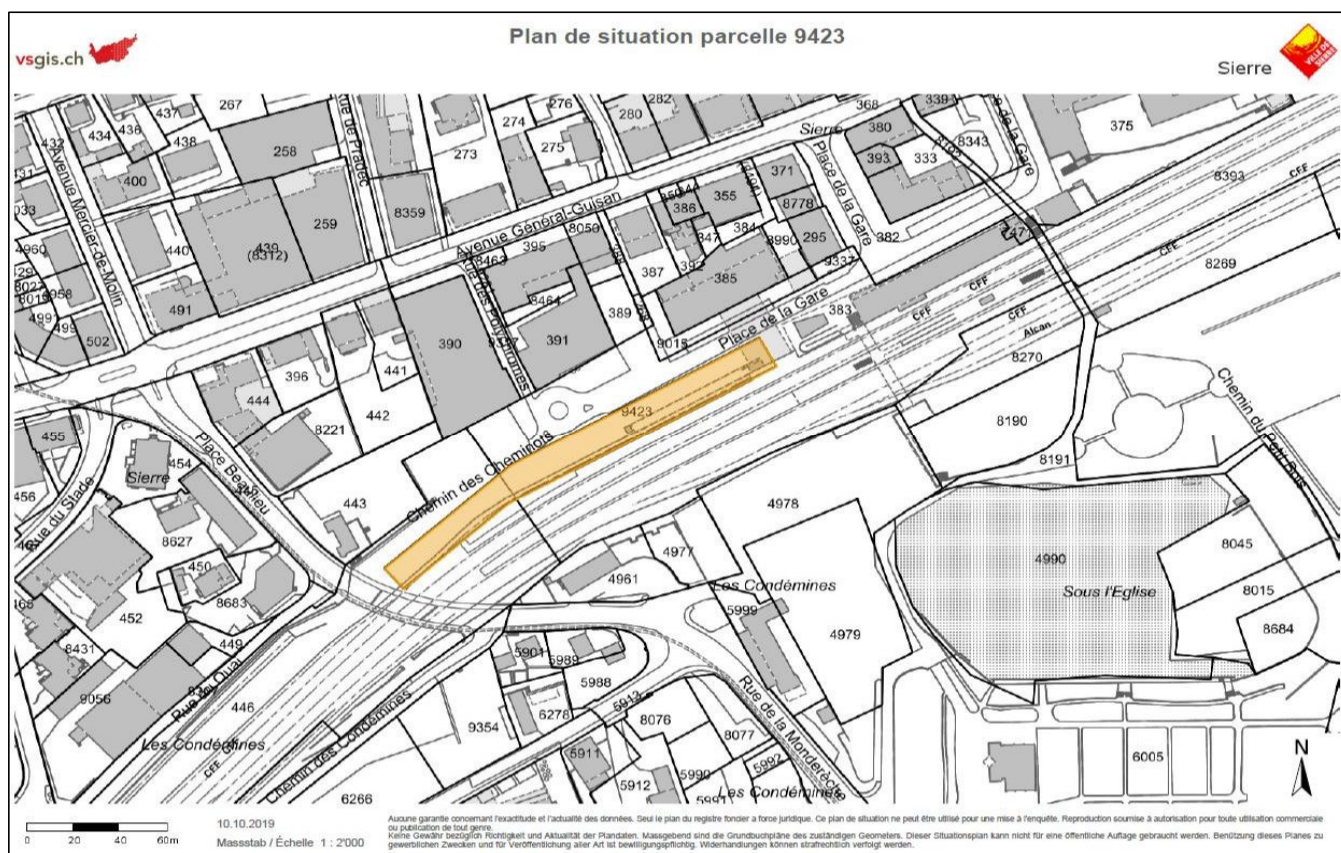
Délais de réalisation

Se référer à la page de garde

PLANS

Tous les plans nécessaires à la compréhension du projet sont téléchargeables sur la plateforme SIMAP

Plan de situation



3. CRITERES D'APTITUDES

Structure et qualifications

Structure et qualifications du ou des bureaux répondant à l'appel d'offres dans les techniques concernées.

Il est requis dans chacun des bureaux une organisation présentant au minimum :

- 1** Architecte dirigeant, dipl EPF, HES ou équivalent (REG A ou B)
- 1** Architecte, dipl. EPF, HES ou équivalent (REG A ou B)
assurant la fonction de chef de projet
- 2** Conducteur de travaux, dipl. technicien ES, brevet, maîtrise fédérale ou équivalent,
personne avec expérience en suivi de chantier
Tenue de la comptabilité via un logiciel type Messerli ou similaire
Tenue de la planification via un logiciel type MS Project ou similaire
- 2** Dessinateurs, planificateurs CFC

Composition du / des bureaux

Direction du bureau

	Nom / Prénom	Formation / Diplôme
1		
2		
3		
4		
5		

Collaborateurs du bureau

	Nom / Prénom	Formation / Diplôme
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
9		
10		
11		
12		
13		
14		
15		
16		
17		
18		
19		
20		

A fournir : organigramme du / des bureaux et copies des diplômes du personnel cadre

Groupements

Le groupement de bureaux d'architectes est admis.

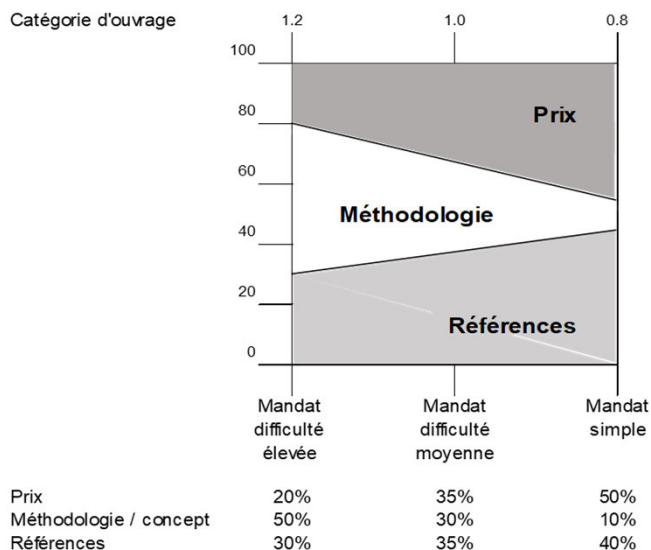
4. CRITERES D'ADJUDICATION

Adjudication du marché Selon l'art. 31 OMP du 11 juin 2003 "le marché est adjugé au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse. Dans l'évaluation, le rapport prix / prestations doit être observé".

A propos de la pondération du critère du prix Selon l'annexe 3 de la norme SIA 144, dans le cadre de la réalisation d'un ouvrage, le coût des prestations intellectuelles des architectes et ingénieurs représente en général une part relativement faible des coûts d'investissement globaux. Ces prestations exercent cependant un effet de levier considérable sur les coûts globaux. Les honoraires liés aux prestations des architectes et ingénieurs ont donc une influence déterminante sur la qualité et les coûts d'un ouvrage.

Lors de l'évaluation des offres portant sur des prestations intellectuelles, il convient d'en tenir compte en accordant aux critères qualitatifs d'avantage de poids qu'au prix.

Le graphique ci-dessous présente de façon schématique comment devraient être pondérés, dans un appel d'offres, les divers aspects des prestations intellectuelles.



Difficulté du mandat et adjudication Dans le cas particulier, nous estimons qu'il s'agit d'un mandat de difficulté moyenne auquel nous appliquons les critères d'adjudication et pondérations suivants :

Critères et éléments d'appréciation

Exigence du mandat

1. Prix de l'offre déposée

Montant de l'offre financière
Crédibilité du prix / nombre d'heures

2. Méthodologie / concept

Objectifs du projet et analyse de risques

3. Références du bureau

Références liées à l'objet

Pondération

Moyenne

35%

25%

10%

30%

35%

Le soumissionnaire a l'obligation de fournir les renseignements demandés. L'adjudication des prestations se fera uniquement sur la base d'informations complètes. Les offres partielles et les variantes ne sont pas admises.

Les offres seront analysées selon le barème de notes suivant :

Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). La note est précise jusqu'au centième (par exemple : 3,43) pour le prix et le nombre d'heures.

Pour les critères de qualité, la note est arrondie au 1/2 point (par exemple : 3,5) selon les appréciations générales suivantes :

Note et éléments de jugement

5 Très intéressant

Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes avec beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité et la surqualification.

4 Bon et avantageux

Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente quelques avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité et la surqualification.

3 Suffisant

Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes minimales mais qui ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats.

2 Partiellement suffisant

Candidat qui a fourni l'information/le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes.

1 Insuffisant

Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes.

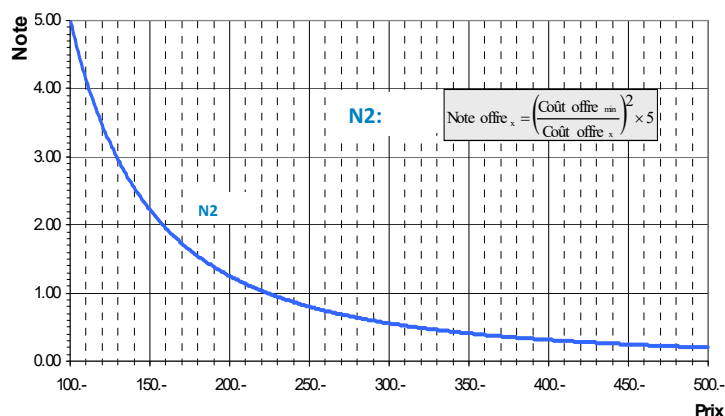
Notation du prix

Montant de l'offre financière

Il s'agit ici de procéder à la notation des offres, selon la courbe ci-après, laquelle indique de manière précise comment les notes seront attribuées.

Le montant contractuel sera traité comme une rémunération au coût de l'ouvrage, calcul provisoire sur la base de l'estimation sommaire des coûts, calcul définitif sur L'élément de jugement est le résultat donné par la courbe des prix N2 ci-dessous tirée du guide romand des marchés publics.

La notation du prix se fera selon la méthode **N2**

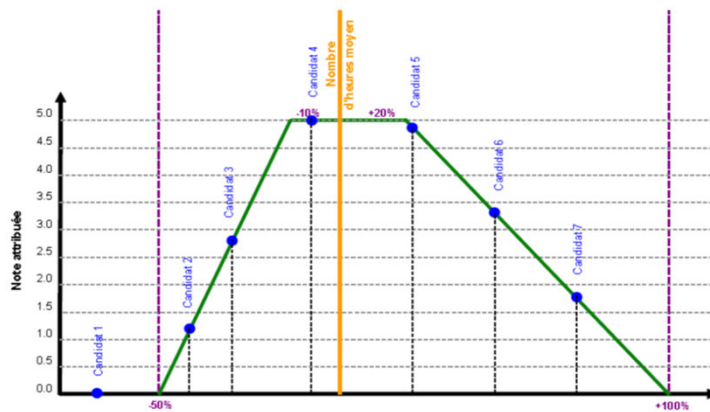


Crédibilité de l'offre

Nombre d'heures

Ce qui est jugé c'est la pertinence de l'offre, soit la mise en relation du nombre d'heures offertes par le candidat pour réaliser l'ensemble des prestations demandées conformément aux directives, normes et règlements, avec leur répartition dans chacune des phases du mandat, mais également par rapport aux exigences d'exécution de l'ouvrage.

Le nombre total des heures consacrées pour l'exécution du mandat sera jugé selon le diagramme ci-dessous, sans le nombre d'heures pour les apprentis.



Si le nombre d'offres rentrées est supérieur ou égal à 5, le "nombre d'heures moyen" correspond à la moyenne de toutes les offres.

Si le nombre d'offres rentrées est inférieur à 5, le "nombre d'heures moyen" correspond à celui calculé par le MO préalablement au dépôt des offres.

Plus le candidat s'éloigne de la valeur moyenne, plus il sera mal noté.

L'adjudicateur a fixé de part et d'autre de la moyenne un pourcentage (+20% / -10%) à partir duquel le nombre d'heures ou jours proposé par un candidat recevra une note dégressive. La note 0 est attribuée à un nombre d'heures ou de jours qui est au-delà de +100% / -50% de part et d'autre de la moyenne.

5. OFFRE

Le dossier d'offre de l'architecte devra impérativement comprendre les éléments demandés sur les documents ci-après suivants :

- 1 Prix de l'offre déposée**
- 2 Méthodologie / concept**
- 3 Références du bureau**

1.	Prix de l'offre déposée	35%
-----------	--------------------------------	------------

Base	Calcul selon le règlement SIA 102
Prestations	Travaux d'architectes pour les prestations liées à la direction des travaux (DT)
Honoraires	Calcul des honoraires d'après le coût de l'ouvrage et d'après le temps employé

Légende	N.B. : Seules les cellules encadrées doivent être utilisées		
Tm	=	Temps moyen nécessaire, heures spécifiques à un mandat $Tm = B \cdot p/100 \cdot n \cdot q/100 \cdot r$	
Tp	=	Temps prévu en heures $Tp = Tm \cdot i$	
B	=	Coût d'ouvrage B, en Francs (hors TVA)	
H	=	Honoraires $H = Tp \cdot s \cdot h$	
i	=	Facteur de groupe	si i ≠ 1 justifiez
h	=	Taux horaire(s) offert(s)	
s	=	Facteur pour prestations spéciales	1,0<s<1,5
B	=	Coûts déterminants	
p	=	Facteur de base pour le temps nécessaire	
Z1	=	Coefficient statistique 1 - 2016	
Z2	=	Coefficient statistique 2 - 2016	
r	=	Facteur d'ajustement	0,75<r<1,25
n	=	Degré de difficulté	0,8<n<1,2
q	=	Part de prestations, en %	

Facteurs							
i	=	Facteur de groupe					
s	=	Facteur pour prestations spéciales					
r	=	Facteur d'ajustement					
n	=	Degré de difficulté selon la division en catégories d'ouvrages				1.10	
B	=	Coût de l'ouvrage CFC 23 et 33 (HT)				31'000'000.-	
Z1	=	Coefficient statistique 1 - 2016				0.062	
Z2	=	Coefficient stastitique 2 - 2016				10.58	
P	=	Facteur de base pour le temps nécessaire				9.57%	

Part de prestations						SIA 102	Mandat
31	=	Avant-projet				9%	0%
32	=	Projet de construction				21%	1.0%
33	=	Procédure de demande d'autorisation				2.5%	0.0%
41	=	Appel d'offres				18%	8%
51	=	Projet d'exécution				16%	1%
52	=	Réalisation				29%	23%
53	=	Mise en service, achèvement				4.5%	4.0%
3 à 5	=	Planification-exécution 20xx-20xx				100%	37.0%

CFC 291 - Architecte pour DT										
3 à 5	B	p	n	r	Tm	i	Tp	s	prix h	
1.0%	31'000'000	9.57%	1.1	0.00	-	0.00	-	0.00	0	0.-
0.0%	31'000'000	9.57%	1.1	0.00	-	0.00	-	0.00	0	0.-
8.0%	31'000'000	9.57%	1.1	0.00	-	0.00	-	0.00	0	0.-
1%	31'000'000	9.57%	1.1	0.00	-	0.00	-	0.00	0	0.-
23%	31'000'000	9.57%	1.1	0.00	-	0.00	-	0.00	0	0.-
4.0%	31'000'000	9.57%	1.1	0.00	-	0.00	-	0.00	0	0.-
Total intermédiaire										0.-
Rabais								%		0.-
Total net 1										0.-
Frais pour reproduction de documents								%		0.-
Total net 2										0.-
TVA								%	7.7	0.-
Total des honoraires d'après le coût de construction										0.-

Nbre d'heures	0
---------------	---

Honoraires Calcul des honoraires d'après le temps employé effectif - prestations particulières.

Remarque Prestations particulières sur demande du Maître de l'ouvrage.
Estimation des heures à établir de cas en cas, offre à déposer préalablement pour validation.

**Taux horaire selon
catégorie de
qualification**

Prestations hors mandat sur demande expresse du MO						
Qualifications	Catégorie			h	prix h	
Architecte	b			20		0.-
Technicien	c			20		0.-
Dessinateur	e			20		0.-
Secrétaire	f			20		0.-
Apprenti	g			20		0.-
Total intermédiaire						0.-
Rabais				%		0.-
Total net						0.-
TVA				%	7.7	0.-
Total des honoraires au décompte temps						0.-

Total honoraires

Récapitulation totale du mandat			
CFC 291	Montants TTC	Fr.	0.-
Prestations hors mandat	Montants TTC	Fr.	0.-
Total prestations du mandataire			0.-

Sur la base de votre expérience et des informations tirées du présent appel d'offres, veuillez :

- > Exposer les objectifs, contraintes et enjeux du projet
- > Lister les intervenants et décrire brièvement leur fonction
- > Proposer une organisation adéquate au développement du projet
- > Décomposer le projet en opérations et phases cohérentes
- > Identifier les ressources nécessaires
- > Identifier les risques
- > Analyser les risques et les éléments déterminants
- > Décider de mesures envisageables

maximum 5 pages A4

3. Références liées à l'objet**35%**

Prière de compléter les tableaux suivants

3 Références de bâtiments administratifs et/ou de bâtiment d'importance avec structure en bois construits dans les 5 dernières années**Référence 1 MANDATAIRE / CLIENT****Nom et raison sociale du mandataire :**

Nom et prénom de la personne de contact :

Numéro de téléphone de la personne de contact :

Nom du responsable du projet :

OBJET OU PROJET DANS LE CADRE DUQUEL LE MARCHE A ETE EXECUTE**Nom de l'objet ou du projet :**

Lieu d'exécution de l'objet ou du projet :

Site web de consultation de l'objet ou du projet :

MARCHE EXECUTE**Type de marché exécuté :**

Montant du marché exécuté (hors TVA) : CHF

Date de début de l'exécution du marché :

Date de fin d'exécution du marché ou celle prévue :

Marché exécuté en consortium d'entreprises ou association de bureaux

oui ☐ non ☐

Marché exécuté en équipe (pool) pluridisciplinaire de mandataires ou entreprise générale

oui ☐ non ☐

Maître de l'Ouvrage (MO) du marché exécuté :

Personne de contact du MO :

Référence 2 MANDATAIRE / CLIENT**Nom et raison sociale du mandataire :**

Nom et prénom de la personne de contact :

Numéro de téléphone de la personne de contact :

Nom du responsable du projet :

OBJET OU PROJET DANS LE CADRE DUQUEL LE MARCHE A ETE EXECUTE**Nom de l'objet ou du projet :**

Lieu d'exécution de l'objet ou du projet :

Site web de consultation de l'objet ou du projet :

MARCHE EXECUTE**Type de marché exécuté :**

Montant du marché exécuté (hors TVA) : CHF

Date de début de l'exécution du marché :

Date de fin d'exécution du marché ou celle prévue :

Marché exécuté en consortium d'entreprises ou association de bureaux

oui ☐ non ☐

Marché exécuté en équipe (pool) pluridisciplinaire de mandataires ou entreprise générale

oui ☐ non ☐

Maître de l'Ouvrage (MO) du marché exécuté :

Personne de contact du MO :

Référence 3 MANDATAIRE / CLIENT

Nom et raison sociale du mandataire :

Nom et prénom de la personne de contact :

Numéro de téléphone de la personne de contact :

Nom du responsable du projet :

OBJET OU PROJET DANS LE CADRE DUQUEL LE MARCHE A ETE EXECUTE

Nom de l'objet ou du projet :

Lieu d'exécution de l'objet ou du projet :

Site web de consultation de l'objet ou du projet :

MARCHE EXECUTE

Type de marché exécuté :

Montant du marché exécuté (hors TVA) : CHF

Date de début de l'exécution du marché :

Date de fin d'exécution du marché ou celle prévue :

Marché exécuté en consortium d'entreprises ou association de bureaux oui ☐ non ☐

Marché exécuté en équipe (pool) pluridisciplinaire de mandataires ou entreprise générale oui ☐ non ☐

Maître de l'Ouvrage (MO) du marché exécuté :

Personne de contact du MO :